



## Au sommaire

### pages 1 à 3

- La Grande Dame

### pages 3 à 4

- Bannières et drapeaux, compagnons de luttes

### pages 5 à 6

- Le Maitron, l'éloge du militant

### pages 6 à 8

- Parti Ouvrier Français 16<sup>ème</sup> congrès national à Montluçon du 17 au 20 octobre 1898

En 1895 naissait la Confédération générale du travail. La grande dame a marqué l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle.

A l'occasion de ses 120 ans, l'UD CGT de l'Allier et l'IHS-CGT du Bourbonnais préparent tout au long de l'année 2015 des initiatives sur l'ensemble du département.

- 24 avril à 18 h 30

**conférence à Montluçon, dans la grande salle de l'UD.**

« les militants dans les luttes sociales »  
« autour du Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social »

par **Claude Pennetier**, directeur du Maitron.

- septembre à Moulines :

**au cours des journées du Patrimoine**

L'IHS CGT du Bourbonnais ouvrira ses portes au public et présentera son exposition :

« bannières et drapeaux, compagnons de luttes »

- Du 20 au 22 novembre,

cette exposition sera présentée à Désertines. **Pierre Coutaz**, membre du bureau de l'IHS National, spécialiste de l'histoire du drapeau y donnera une conférence :

« le drapeau syndical, marqueur de notre histoire »

- 15 octobre 2015

Le Comité Général de l'UD laissera une place importante à la célébration du 120<sup>ème</sup> anniversaire de la CGT

## La Grande Dame

### 1916

Les années de guerre posent la question pour les femmes du « à travail égal, salaire égal »

Ouvrières des usines Saint Jacques Montluçon.



DR : IHS CGT



DR : IHS CGT

## 1936

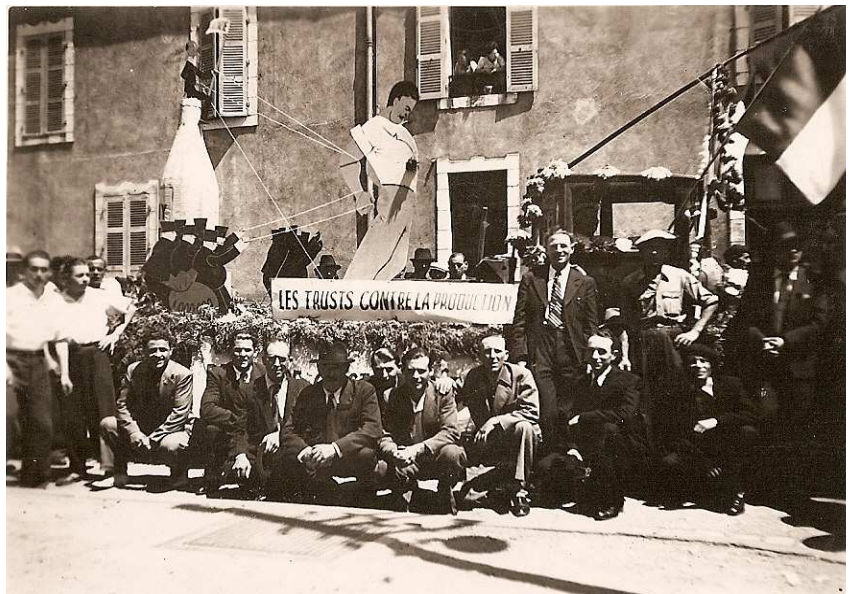
Les grèves débouchent sur la semaine de 40 heures, les congés payés, les conventions collectives.

La SAGEM à Montluçon.

## 1947

Année des grands affrontement sociaux.  
Char « les trusts contre la population »

Montluçon.



DR : IHS CGT



DR : IHS CGT

## 1968

Augmentation de salaires, nouveaux droits sont arrachés par les travailleurs.

Manif de mai juin à Moulins.



## 1995

Mobilisation importante, le gouvernement retire le plan Juppé.

Moulins.



## Bannières et drapeaux, compagnons de luttes

C'est sous ce titre que l'IHS CGT du Bourbonnais et l'UD de l'Allier ont décidé de lancer l'expo sur le 120<sup>ème</sup> anniversaire de la CGT. Elle s'appuie sur notre fonds textile dont une partie vient d'obtenir l'inscription au titre de monuments historiques. Symboliquement le moment sera fort car il doit mettre en lumière la mémoire d'une époque où les drapeaux rouges flottaient en nombre lors des défilés des mineurs, des métallos, des cheminots dans un département acquis depuis longtemps aux idées progressistes.

L'aventure commence en 2009 quand nous décidons de partir à la recherche de nos drapeaux, plusieurs années d'investigation sont nécessaires car il faut trouver mais aussi convaincre les camarades de les « lâcher ».



*Drapeau des ouvriers de la métallurgie et parties similaire de Commentry.*

*Ce drapeau des années trente a perdu la couleur de son disque central, le tissu est fusé.*



L'inventaire se termine en 2014 et le 2 mai, nous prenons contact avec la conservatrice des Antiquités et Objets d'Art de l'Allier et le conservateur de la DRAC-Auvergne.

Une rencontre a lieu dans nos locaux le 30 septembre, il s'agit d'évaluer la qualité des pièces et les conditions de leur conservation (nous utilisons les tiroirs de notre meuble à plan). La Commission départementale se réunit le 6 novembre, notre dossier se présente sous la forme de photographies, de textes précisant l'intérêt artistique, historique de chaque drapeau tout en soulignant le contexte de leur utilisation.

Le 23 décembre 2014, le Préfet de l'Allier acte la décision de la Commission et signe l'arrêt d'inscription au titre de monuments historiques de dix bannières et drapeaux.

La DRAC-Auvergne décide également de proposer au Classement national, la bannière des mineurs de Buxières (1884) et le drapeau des cheminots du Paris Orléans (1920). Une première pour le drapeau rouge, paraît-il ?

L'exposition marquera le départ d'une souscription pour la restauration, mais il n'est pas question pour nous d'en faire une opération « d'embaumeur » ! Au contraire, ce moment doit faire vivre les 120 de luttes de la CGT.

**Drapeaux immobiles ou photographiés en mouvement, notre initiative doit permettre, au travers des évolutions du drapeau syndical, d'illustrer au sens propre l'histoire de la CGT.**



*Deuxième face du drapeau du Syndicat du Bâtiment de Vichy.*

### ATTENTION

**Du fait du rassemblement des retraités à Saint Sorain du 11 juin, l'AG de l'IHS CGT est repoussée au jeudi 18 juin à 14 h 00 à Montluçon.**

**Si vous ne l'avez pas déjà fait !  
penser à payer vos cotisations à :**

*Monique Berthon  
1 impasse Croix de Fer  
03000 Neuvy*

Syndicats, UL, UD, UR	30 € minimum
Comité d'Etablissement	30 € minimum
Actifs CGT	20 €
Retraités CGT	15 €
Jeunes	10 €
Individuels hors CGT	20 €



## Le Maitron, l'éloge du militant

Sans doute connaissez-vous les grandes figures qui ont fait l'histoire du mouvement ouvrier.

Le dictionnaire biographique « *Le Maitron* » s'est donné pour but de mettre également en lumière les militants de base comme on dit ! Ce bataillon de femmes et d'hommes discret-e-s donnant de leur cœur, leur temps, sacrifiant souvent leur parcours professionnel...

« *Le Maitron, c'est l'éloge du militant* » souligne **Claude Pennetier**, directeur de la collection. Une conception dans laquelle l'Institut CGT d'Histoire Sociale s'inscrit complètement en participant à la rédaction de biographies.



### Qui est Jean Maitron ?

Il est né dans la Nièvre le 17 décembre 1910. Élevé dans une famille communiste, Jean Maitron est marqué, dès sa prime enfance, par cette orientation.

Au lycée de Nevers, il se faisait apporter à l'occasion et en cachette *l'Humanité*. A Paris en 1929, il adhère à l'Union fédérale des étudiants (UFE), proche des communistes et, l'année suivante, au Parti communiste.

En 1935 enfin, il se rend à Barcelone avec celle qui allait devenir sa femme pour y rencontrer des militants révolutionnaires avec lesquels il était en correspondance et leur apporter un soutien matériel. C'est dans cette atmosphère de foi militante que la guerre le surprit et, plus que tout, le Pacte germano-soviétique. « Qu'il fût traumatisé par l'événement est trop peu dire ; il eut l'impression d'avoir été moralement trahi ». Il est d'autant plus touché que, militant, il avait entraîné sa femme et sa famille dans l'aventure communiste.

La Guerre terminée, Jean Maitron se retire de l'action cependant, il accepte, en octobre 1944, le poste de secrétaire de la sous-section d'Asnières du Syndicat national des instituteurs. En 1959, il adhère à l'UGS, puis au PSU qu'il n'abandonne qu'en janvier 1968 lorsque ce parti adhère à la FGDS.

Jean Maitron décide, dès 1940, de se consacrer à l'histoire sociale. Sous la direction du professeur Pierre Renouvin, il entreprend, la paix revenue, une thèse d'État sur l'histoire du mouvement anarchiste en France qu'il soutient en 1950.

Puis il commence l'élaboration du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français et international. Instituteur de 1936 à 1955, après un passage dans le second degré, Pierre Renouvin, l'encourage à demander son détachement au CNRS. Celui-ci dure cinq ans et favorise grandement l'élaboration du Dictionnaire français, œuvre collective réunissant une centaine de participants au départ, mille à terme.

En 1963, le professeur Renouvin fait nommer Jean Maitron maître-assistant à la Sorbonne avec mission de fonder un Centre d'histoire du syndicalisme. Il est de fait le principal introducteur de l'histoire ouvrière à l'Université.

Jean Maitron prend sa retraite en 1976 et poursuit l'élaboration et la publication aux Éditions ouvrières des dictionnaires.

Touché par la maladie pendant l'été 1987, il meurt le 16 novembre 1987.

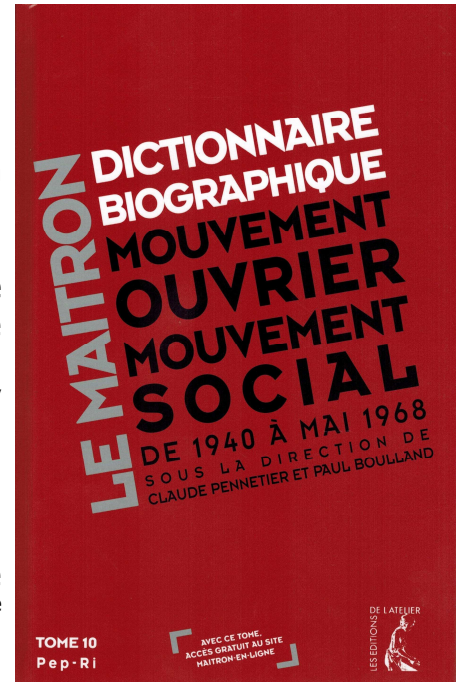


Claude Pennetier, né en 1947, se consacre à la recherche historique au sein du CNRS.

Dans les années 1980, il devient l'associé de Jean Maitron et poursuit son œuvre. Il dirige une équipe qui travaille dans le cadre du Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle (CNRS/ université de Paris I).

En 2006, une nouvelle série du dictionnaire, prévue en douze volumes, a vu le jour. Intitulée Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social, elle couvre la période 1940-1968. L'année 2011 a vu la sortie du 7<sup>ème</sup> tome du dictionnaire.

150 000 notices biographiques sont rassemblées dans 54 volumes et CD-rom. Elles sont actuellement en ligne : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/>



## Parti Ouvrier Français 16<sup>ème</sup> congrès national À Montluçon du 17 au 20 octobre 1898

Le Parti Ouvrier Français (POF) a été fondé à Roanne, en premier lieu désigné Parti Ouvrier par le retrait des 23 délégués guesdistes du Congrès de Saint Etienne en 1882, il résulte d'une scission entre guesdistes et broussistes (1).

**Le POF est un parti politique qui a joué un rôle important dans la formation de syndicats et de leur regroupement au niveau national par branches professionnelles. De nombreuses raisons de le connaître pour l'histoire du mouvement ouvrier.**

Le POF tient des congrès chaque année. Au cours de son existence il a tenu 17 congrès. Le 16<sup>ème</sup> a lieu à Montluçon, salle des fêtes à l'hôtel de Ville. A cette époque, Jean Dormoy est Maire et Conseiller Général. Il a été élu Maire le 15 mai 1892 jusqu'au 29 novembre



1898. Il avait été réélu avec toute sa liste aux élections de 1896 avec une majorité de 1500 voix. En 1889, Conseil d'arrondissement par 2 042 voix contre 687 au Républicain Bouchard et 705 au conservateur Mansat. Conseiller Général du canton de Montluçon ouest de 1892 à 1899 (à noter que de 1922 à 1928 le Conseiller Général est André Debizet, ouvrier d'usine, PCF).

Jean Dormoy mourut fin novembre 1898 à Amélie les Bains. Ses obsèques à Montluçon réunirent 30 000

personnes.

Il avait été condamné le 26 avril 1883 à 6 ans de prison ferme pour provocation aux pillages et excitation à la guerre civile. Son compagnon lors de son incarcération fut Jules Guesde à la prison de Sainte Pélagie où ensemble, ils étudièrent le Marxisme, au point de donner à son fils le prénom de Marx.



Montluçon est en plein développement, la population est passée de 5 740 habitants au recensement de 1841 à 31 595 à celui de 1896. En parallèle, Commentry a 1 424 habitants en 1841 et 12 632 en 1896. Le bassin industriel de Montluçon Commentry se développe en y ajoutant les mines de Doyet, Montvicq, Bezenet.

La mine de Commentry emploie 2 200 personnes en 1878, Montvicq 326. A Montluçon les Hauts Fourneaux fondés en 1842, 500 salariés en 1889. En 1898, existent à Montluçon la verrerie Duchet, fondée en 1842, la glacerie fondée en 1846 qui emploie de 450 à 700 salariés, les produits chimiques, les fours à chaux Pallard, Poynot ou les ateliers de la ville Gozet en 1867, Saint Jacques en 1845 qui emploie 3 000 salariés en 1896, les Fers Creux en 1865 emploient près de 500 salariés en 1896.

Le canal (de) Berry, achevé en 1840, devient pour la population le canal du Berry. Le minerai de fer montait jusqu'à Montluçon, où il rencontrait la houille de Commentry.

Une classe ouvrière est en plein développement, elle s'organise et revendique.

En 1878, la grève des mineurs de Bezenet, celle de Commentry en 1881 avec la venue sur place de Jules Guesde, grève de la forge à Commentry à compter du 22 avril 1889.

En 1881, la première formation ouvrière, à Commentry et Montluçon, fut le « Cercle républicain des ouvriers ».

Montluçon avait accueilli du 23 au 28 octobre 1887, le 2<sup>ème</sup> congrès national des syndicats ou groupes corporatifs et ouvriers de France, avec Jean Dormoy, Stéphane Létang et Marciau de Montluçon. Une fédération nationale fut créée avec son siège à Montluçon au domicile de Jean Dormoy, rue Damiette, celui-ci en étant secrétaire. Une quarantaine de délégués représentait 114 chambres syndicales.

En 1882, Commentry est la première municipalité de France. Aux législatives de 1889 Christophe Thivrier est triomphalement élu par les mineurs de bassins de Commentry. Les pourcentages dans les villes ouvrières de Commentry, 44.7% et de Montluçon ouest 40.9% sont les plus élevés qu'atteint le parti ouvrier.

Le POF est également présent dans les

campagnes dans le canton de Cérilly, 42.82% en 1898, la même année 27.8% à Hérisson, 50.6% à Huriel.

Le POF s'appuie également sur les organisations syndicales qu'il contrôle, 683 syndiqués en 1898 dont 420 ouvriers métallurgistes, ce nombre passe à 1 194 et 980 fin 1899.

L'édifice communal inscrit à l'inventaire des monuments historiques (il est très mal considéré et mal entretenu par l'actuel municipalité) voulu par Jean Dormoy pour être la Maison du Peuple et construite entre 1897 et 1899 par l'architecte Gilbert Talbourdeau.

Pour le département de l'Allier, les communes et organisations représentées:

Comités républicain socialiste d'Ainay le château, Beaune, La Chapelaude, Cérilly, Reugny, Saint Angel, Saint Victor, Teillet Argenty,

Buxières, comité socialiste, syndicat des mineurs, minorité du conseil municipal, Huriel, comité socialiste, conseil municipal, Ursay, conseil municipal, comité socialiste,

Parti ouvrier de Commentry, Domérat,

Montluçon : Parti Ouvrier, Union Républicaine et Socialiste, Conseil Municipal, Union des Chambres Syndicales Ouvrières, Syndicat des Employés, Syndicat des Ouvriers et Employés du chemin de fer, Syndicat des Ouvriers verriers, Syndicat des Ouvriers de la ville, Chambre Syndicale des cordonniers, Syndicat des travailleurs du livre, Syndicat des perruquiers, Syndicat de la métallurgie, Syndicat des ouvriers boulangers,

Comités socialistes de Saint Désiré, Viplais.

Beaucoup de raisons de tenir le congrès national POF à Montluçon.

Celui-ci s'ouvre le samedi après-midi du 17 septembre 1898 sous la présidence d'honneur de Jean Dormoy, Maire de Montluçon et Conseiller Général. La première séance est présidée par Sauvanet, marie d'Huriel, député de l'Allier, la deuxième par Carnaud, député des Bouches du Rhône, la troisième par René Chauvin, la quatrième Ghesquiere, Conseiller Général de Lille, la cinquième par Paul Constant, adjoint au Maire de Montluçon, la sixième par Devragne, délégué du Nord, la septième par Jules Guesde.



Le congrès débute par une déclaration, se félicitant du progrès du socialisme international et du résultat des élections législatives d'Allemagne, de France, de Belgique et du Danemark. Il apporte son soutien aux militants d'Italie « embastillés » pour certains ou en exil. Il enregistre comme un événement de première ordre la tenue en Russie d'un premier congrès socialisme et la formation d'un parti ouvrier démocrate socialiste. Il proteste contre le projet Trarieux (2) tendant à mettre hors du droit de coalition et de grève les ouvriers et employés par centaines de mille des services dits publics.

Le congrès analyse les dernières élections législatives et affine un projet de réforme électorale. Il propose un projet d'unité socialiste. La gauche révolutionnaire ou collectivisme est présente dans le POF, existe le POSR (Parti ouvrier socialiste révolutionnaire), la FTSF (Fédération des Travailleurs socialistes de France), le CRC (Comité révolutionnaire central) devenu en 1898 Parti socialiste révolutionnaire sous la responsabilité d'Edouard Vaillant. Benoit Malon et Jean Jaurès sont regroupés dans une alliance socialiste républicaine.

Dans l'Allier, on trouve la même situation avec en plus des luttes d'egos.

Le congrès traite de la tactique des élus du Parti, ne reconnaissant qu'au Parti le droit de juger ses élus, de ne tolérer en aucune circonstance des critiques injurieuses du dehors.

Une proposition de Guesde et Lafargue (le gendre de Karl Marx) sur la suppression immédiate des conseils de guerre en tant de paix est adoptée à l'unanimité.

Sur la proposition du citoyen Zevaes, il décide également à l'unanimité, le projet de réorganisation de l'inspection du travail sur la base de l'élection des ouvrières et ouvriers, déposé dans la dernière législature par le ci-

toyen Guesde, sera repris par les élus du parti pour être discuté au plus tôt.

Il se prononce pour le remplacement des 4 contributions directes par un impôt progressif sur le revenu et les successions.

En 1898, nous sommes en pleine affaire Dreyfus. On connaît les divergences entre Jaurès et Guesde sur la façon dont doit réagir le mouvement ouvrier, mais le congrès réserve une plus grande place sur le thème « antisémitisme et Nationalisme ».

L'antisémitisme n'est qu'une des formes de la réaction.

Le nationalisme, que l'on veut opposer à l'internationalisme ouvrier n'est qu'une double manœuvre: politique et économique.

Il en est de même du thème de la Paix et du désarmement.

Enfin, le congrès traite de l'organisation centrale et fédérale du Parti, de la propagande et des moyens de la rendre plus efficace.

Le 22 septembre 1898 en même temps que le congrès du POF se tient le IX<sup>ème</sup> congrès de la fédération nationale des chambres syndicales : 50 délégués de huit fédérations ou union départementales représentent 152 syndicats de 43 villes et 25 départements.

A cette époque, cette fédération boude la CGT créée à Limoges en 1895.

(1) broussistes, partisans de Paul Brousse qui dénonçaient le programme élaborée par Jules Guesde sous l'inspiration de Marx et d'Engel comme inadapté à certains milieux par son rigorisme excessif.

(2) Trarieux, député de la Gironde de 1879 à 1881, a voté pour l'invalidation de l'élection d'Auguste Blanqui et contre l'amnistie plénière des fêtes relatives à la commune.

**André LAVERGNE**

#### **Sources :**

- *Brochure du XVIème congrès nationale du POF*
- *Rougeron Georges : le mouvement ouvrier en Allier, Imprimerie Potier à Moulins*
- *Willard Claude : Les Guesdistes, éditions sociales*
- *Couderc Pierre : La sidérurgie en Bourbonnais 1840-1890*
- *Le rêve industriel de Montluçon*
- *Bourgougnon René, Desnoyer Michel : Montluçon au siècle de l'industrie.*
- *Archives départementales de l'Allier : jal 22/4, jal 40/32, jal 61/53*
- *Le Maitron, éditions de l'atelier*